

N° de marché :

(à compléter par le pouvoir adjudicateur)

Marché Public de : Services

Acte d'Engagement

Pouvoir adjudicateur

MINARM/AIR/SIAé/AIA Bordeaux-ETAT

Autorité habilitée à signer les contrats

Directeur, directeur adjoint ou sous-directeur administratif de l'AIA de Bordeaux

Titre de la consultation

25282MG0X000 - Prestation de psychologie du travail au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux et ses sites rattachés

Objet de la consultation

Prestation de psychologie du travail au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux et ses sites rattachés.

Réservé pour la mention "Nantissement"

(le candidat doit indiquer ci-dessous le nombre des feuillets,
cocher et indiquer le nombre et les numéros des annexes compris dans son offre)

A COMPLETER IMPERATIVEMENT PAR LE CANDIDAT

L'acte d'engagement comporte

feuillets

et

☐

aucune annexe

☐

les annexes numérotées :

Imputation budgétaire

904 03

Mode de passation

Il s'agit d'un marché public dit « composite » dans la mesure où, pour partie, la technique d'achat de l'accord-cadre a été utilisée (art. L.2325-1-1°, R2362-1 à R.2362-6) et « à bon de commande » (art. R2362-8 du code).

Aussi il couvrira :

- Pour partie forfaitaire : des prestations programmées (poste 1) exécutables dès la notification du marché ;
- Et pour partie unitaire : des prestations éventuelles (poste 2) sollicitées sur demande expresse, leur exécution donnant lieu à des bons de commandes (art. R2362-8 du code).

Il est passé selon une procédure adaptée définie aux articles L2320-1, L2323-1 et R.2323-1 du code de la commande publique.

Il est mono attributaire.

Le présent marché demeure régi pour sa passation et son exécution par les dispositions du code de la commande publique Livre III : dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Identifiants

Ordonnateur	Directeur AIA de Cuers Pierrefeu
Comptable public assignataire des paiements	Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique	Directeur de l'AIA de Bordeaux
Conducteur d'opération	

Contenu de l'acte d'engagement

Cet acte d'engagement :

☒ Correspond à la solution de base unique de la consultation

Sommaire

1. Contractant(s)	4
2. Prix	8
3. Délais	10
4. Reconduction du marché	10
5. Paiements	11
6. Délai de validité de l'offre.....	16

1. Contractant(s)

<input checked="" type="checkbox"/> Je soussigné, <small>Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique</small>	
Nom et prénom	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Téléphone	
Télécopie	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société :	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Téléphone	
Télécopie	
N° d'identité d'établissement (SIRET) : N° d'inscription (SIREN) : <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
La société est une PME : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> <small>Cochez la case qui correspond à la situation de la société</small>	

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que titulaire unique

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25282MG0X000 et des documents qui y sont mentionnés.
- Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.

Je m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-
☐ dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

<input checked="" type="checkbox"/> Nous soussignés,		<i>Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement</i>	
Cotraitant ...			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Téléphone			
Télécopie			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société :			
Au capital de :			
Ayant son siège à :			
Téléphone			
Télécopie			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription (SIREN) :			
<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou			
<input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			
La société est une PME :			
oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>			
<i>Cochez la case qui correspond à la situation de la société</i>			

(le candidat doit dupliquer autant de fois que nécessaire
cette page en fonction du nombre de ses cotraitants)

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement solidaire

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25282MG0X000 et des documents qui y sont mentionnés.
 - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.
- ☐ Nous nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus et en tant qu'entrepreneurs **groupés solidaires**, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'entreprise

est le mandataire des entrepreneurs **groupés solidaires**.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement conjoint

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25282MG0X000 et des documents qui y sont mentionnés.
 - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.
- ☐ Nous nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus et en tant qu'entrepreneurs **groupés conjoints**, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'entreprise

est le mandataire des entrepreneurs **groupés conjoints**.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

2. Prix

2.1. Montants du marché

Le montant du poste 1 est ferme et définitif. Il figure dans l'annexe de prix (annexe 1) du présent acte d'engagement.

Le poste 2 est uniquement à bon de commande. Les prix mentionnés à l'annexe de prix (annexe 1) sont fermes sur la durée du marché.

Les montants minimal et maximal du marché sont les suivants :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Montant minimum				
Montant annuel minimum	Montant des sous postes 1.1 et 1.2	Montant du sous poste 1.2	Montant du sous poste 1.2	Montant des sous postes 1.2 et 1.3
Montant total minimum	Montant du poste 1			
Montant maximum				
Montant annuel maximum HT	82 500 €	82 500 €	82 500 €	82 500 €
Montant annuel maximum TTC	99 000 €	99 000 €	99 000 €	99 000 €
Montant total maximum HT	330 000 €			
Montant total maximum TTC	396 000 €			

2.2 Montants sous-traités

Les annexes au présent acte d'engagement référencées ci-dessous indiquent la nature et le montant des prestations envisagées d'être exécutées par des sous-traitants payés directement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe relative à la présentation d'un sous-traitant constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Références des annexes à l'acte
d'engagement relatives à la sous-traitance :

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'accord-cadre. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations proposées à la sous-traitance conformément à ces annexes à l'acte d'engagement sera défini à partir des éléments de l'annexe de prix.

Les prestations proposées à la sous-traitance conformément à ces annexes à l'acte d'engagement sont les suivantes :

(Indiquez les prestations (ou la liste des postes issus de l'annexe de prix) que vous souhaitez sous-traiter pendant la durée totale prévisionnelle de validité du marché)

[illegible]

3. Délais

3.1 Durée de validité du marché

La durée de validité du marché est de 12 mois à compter du 29/06/2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est ultérieure.

3.2 Délais d'exécution des bons de commande

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 12 (DOUZE) mois à compter de la date de fin de validité du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la durée de validité du présent marché seront exécutés jusqu'à leur terme suivant les dispositions de l'article R.2162-5 du code de la commande publique.

4. Reconduction du marché

Le présent marché est reconductible dans la limite de trois maximum.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'autorité habilitée à signer les contrats pourra décider, par décision expresse, de ne pas reconduire le marché. Cette décision sera alors notifiée au moins 60 (SOIXANTE) jours avant la fin de la durée de validité du marché.

5. Paiements

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées dans le cahier des clauses administratives particulières.

<input checked="" type="checkbox"/>	Titulaire unique	<i>Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique</i>
<p>Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :</p> <p>Pour les titulaires français :</p> <p>Compte ouvert à l'organisme bancaire :</p> <p>A :</p> <p>Au nom de :</p> <p>Sous le numéro :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> Code banque : Code guichet : Clé : </div> <p style="margin-top: 5px;"><i>(joindre un RIB ou RIP)</i></p> <p><i>Pour les titulaires étrangers :</i> <i>Banque du bénéficiaire : Nom</i> <i>Adresse</i> <i>Ville</i> <i>Pays</i> <i>IBAN :</i> <i>BIC :</i></p> <p style="text-align: right; margin-top: 10px;"><i>(joindre document en annexe renseigné)</i></p>		
<p>Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.</p> <p><input type="checkbox"/> L'entreprise désignée ci-avant refuse de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.</p> <p>Si la case ci-dessus n'est pas cochée par le candidat, celui-ci est réputé accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.</p>		
<p>Si l'entreprise désignée ci-avant est une petite ou moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, le candidat peut demander de ramener ce maximum à 1 mois.</p> <p><input type="checkbox"/> L'entreprise désignée ci-avant demande que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.</p> <p>Si la case ci-dessus n'est pas cochée par le candidat, celui-ci est réputé ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.</p>		

☒ **Groupement conjoint**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint

Cotraitant	Lot(s) ou poste(s) d'exécution	Montant de chaque(s) lot(s) ou postes(s) cotraité(s) en € HT	Désignation de l'entreprise
1			
2			
3			
4			

Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, les entreprises groupées conjointes désignées ci-après peuvent refuser le versement de l'avance :

☐ Les entreprises groupées conjointes désignées ci-avant refusent de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées conjointes, celles-ci sont réputées accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si les entreprises groupées conjointes sont des petites ou moyennes entreprises, des sociétés coopératives ouvrières de production, des groupements de producteurs agricoles, des artisans, des sociétés coopératives d'artisans, des sociétés coopératives d'artistes ou des ateliers protégés, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, les entreprises groupées conjointes désignées ci-après peuvent demander de ramener ce maximum à 1 mois :

☐

Les entreprises groupées conjointes désignées ci-avant demandent que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées conjointes, celles-ci sont réputées ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

☒ Groupement solidaire

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement solidaire

☐ **Paiement des sommes sur un compte unique.**

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires donnent par les présentes

☐ au mandataire☐ au cotraitant défini à la page suivante

qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte indiqué. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

☐ **Paiement des sommes sur des comptes séparés**

Les paiements seront effectués suivants les modalités définies ci-après :

Cotraitant	Lot(s) ou poste(s) d'exécution	Montant de chaque(s) lot(s) ou postes(s) cotraité(s) en € HT	Désignation de l'entreprise
1			
2			
3			
4			

Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, les entreprises groupées solidaires désignées ci-après peuvent refuser le versement de l'avance :

☐ Les entreprises groupées solidaires désignées ci-avant refusent de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées solidaires, celles-ci sont réputées accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si les entreprises groupées solidaires sont des petites ou moyennes entreprises, des sociétés coopératives ouvrières de production, des groupements de producteurs agricoles, des artisans, des sociétés coopératives d'artisans, des sociétés coopératives d'artistes ou des ateliers protégés, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande

publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, les entreprises groupées solidaires désignées ci-après peuvent demander de ramener ce maximum à 1 mois :

☐ Les entreprises groupées solidaires désignées ci-avant demandent que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées solidaires, celles-ci sont réputées ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants :

Cotraitant ... :		
Pour les titulaires français :		
Compte ouvert à l'organisme bancaire :		
A :		
Au nom de :		
Sous le numéro :		
Code banque :	Code guichet :	Clé :
<i>(joindre un RIB ou RIP)</i>		
Pour les titulaires étrangers :		
Banque du bénéficiaire : Nom		
Adresse		
Ville		
Pays		
IBAN :		
BIC :		
<i>(joindre document en annexe renseigné)</i>		

(le candidat doit dupliquer autant de fois que nécessaire ce tableau en fonction du nombre de ses cotraitants)

Toutefois, en cas de sous-traitant(s), le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les déclarations sur l'honneur des sous-traitants recensés dans les annexes, pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique, sont jointes au présent acte d'engagement ainsi que les attestations sur l'honneur des sous-traitants indiquant qu'ils n'ont pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L5212-2, L5212-5, L5212-9, L8251-1, L8211-1, L8231-1 et L8241-1 du code du travail.

6. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité de l'offre est de 180 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre finale.

Date d'établissement des prix (à renseigner par l'Administration) :

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" et signature(s) du/des prestataire(s) :

(Nom et fonction du signataire habilité à engager la société)

(ne pas remplir ci-après, réservé au pouvoir adjudicateur)

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement par l'autorité habilitée à signer les contrats :

à : le :

(ne pas remplir ci-après, réservé au pouvoir adjudicateur)

L'acte d'engagement comporte feuillets

et aucune annexe les annexes numérotées :

et une annexe de mise au point numérotée :

Annexe n°
à l'acte d'engagement
relative au paiement d'un fournisseur étranger

Code OS ou SG :
Mandat ou DL n° :

Informations relatives au fournisseur devant obligatoirement figurer
sur un ordre de paiement à l'étranger
(paiement en euros ou en devises à l'attention d'une banque située ou non dans la zone euro)

Banque intermédiaire (le cas échéant) :

Nom :
et adresse :
BIC :
Ville :
Pays :

Banque du bénéficiaire :

Nom :
et adresse :
BIC :
Ville :
Pays :

Bénéficiaire :

Nom :
et adresse :
BIC :
Ville :
Pays :

Identification bancaire du bénéficiaire :
(de préférence IBAN) :

Motif du paiement :
:

BIC (Bank International Code) : seul ce code permet d'identifier automatiquement la banque du bénéficiaire.
Le code BIC comporte 8 ou 11 caractères. Il se décompose comme suit :

1. les 4 premiers caractères représentent le Nom de la Banque
2. les 2 suivants le pays
3. les 2 autres les villes
4. les 3 autres l'agence ou XXXX si le code de l'agence n'est pas connu

IBAN (International Bank Account Number) : c'est le n° de compte du bénéficiaire.
A défaut de connaissance de l'IBAN, il est obligatoire d'indiquer le **n° de compte et le code banque**.
Ce code banque est souvent libellé différemment selon les pays.

Pour les ordres en euros à l'attention d'une banque située dans la zone euro :
IBAN + BIC corrects => traitement automatisé => pas de frais NSTP garanti